

## EUFOR RCA



Soldats de l'opération EUFOR RCA, [www.defense.gouv.fr](http://www.defense.gouv.fr)

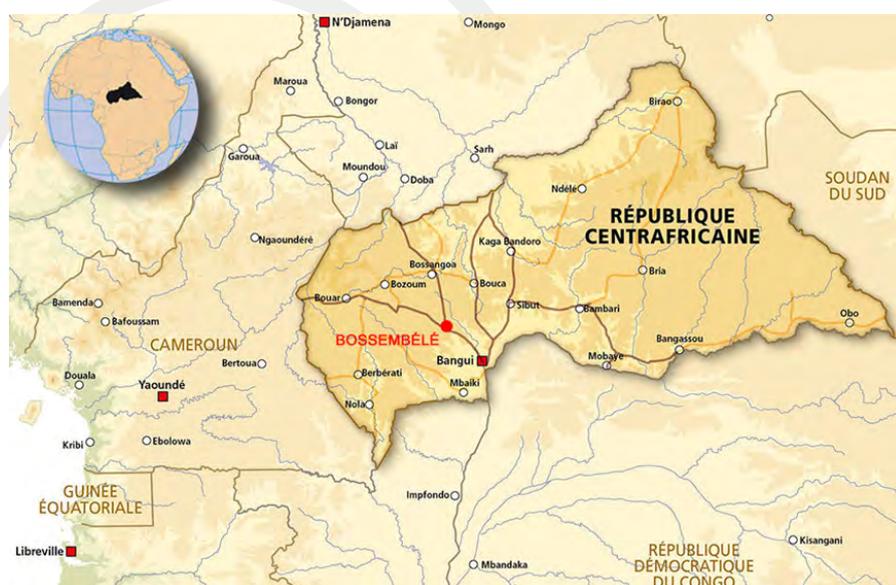
République centrafricaine (MINUSCA).

Le conseil de sécurité autorise également l'Union européenne à envoyer une force militaire en RCA, par la résolution 2134 du 28 janvier 2014 entérinée par l'Union, le 10 février 2014. En tant que force-relais, EUFOR RCA doit permettre la montée en puissance de la MINUSCA en assurant la sécurisation de deux quartiers sensibles de la capitale, et, à terme, soulager l'action des soldats français et africains. L'opération débute le 1<sup>er</sup> avril 2014 après approbation du plan et des règles d'engagement par l'UE le 17 mars 2014.

La force européenne est composée de plusieurs contingents étrangers

Après l'élection du général François Bozizé en 2005 comme président de la République centrafricaine (RCA), de graves tensions apparaissent jusqu'au point de non-retour. La guerre civile éclate entre les musulmans de la Séléka et les milices chrétiennes d'autodéfense des anti-Balaka. De part et d'autre, les exactions se multiplient. Le 5 décembre 2013, la violence est à son comble dans la capitale Bangui : une série d'attaques est menée contre les musulmans. Ces derniers entament des représailles contre les anti-Balaka provoquant la mort de plus de 1 000 personnes et un déplacement massif de réfugiés.

De son côté, la France décide d'intervenir militairement en décembre 2013 et lance l'opération Sangaris avec l'accord de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui crée, quelques mois plus tard, la mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation en



Carte de la RCA, [www.defense.gouv.fr](http://www.defense.gouv.fr)



Les soldats européens d'EUFOR RCA se déploient dans Bangui. Crédits photo : EMA / armée de Terre

appartenant ou non à l'UE : la France, le Luxembourg, la Grèce, la Finlande, Portugal, la Géorgie, l'Autriche, la Bulgarie, les Pays-Bas, la Hongrie, la Lituanie, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, la Suède, Chypre, l'Italie, la Roumanie, l'Estonie, la Lettonie et le Monténégro. Mais c'est la France qui déploie le plus gros des contingents. Le 30 avril, la France engage une compagnie de combat d'infanterie provenant de la force Sangaris. À ce moment de l'opération, les effectifs français atteignent les 160 hommes. Dans la semaine du 3 au 10 juillet 2014, les effectifs de l'opération sont de 700 hommes, dont 250 Français. Au mois de novembre, l'opération comprend 867 soldats fournis par 21 membres de l'Union et par la Turquie, la Serbie et la Géorgie. 733 sont effectivement déployés sur

le territoire. Sur le terrain, coexistent deux compagnies et demie d'infanterie : une compagnie française, une compagnie géorgienne, une section estonienne et une section lettone. Les Français envoient notamment des unités issues du régiment de marche du Tchad (RMT).

La chaîne de commandement est aussi française. Le général de division Philippe Pontières est désigné comme chargé de la planification opérationnelle de l'opération militaire le 28 janvier 2014. Également, par rotation, le commandement de la force est confié à des généraux français. Le comité politique et militaire de l'Union européenne décide, le 19 février 2014, de nommer le général de brigade Thierry Lion comme commandant de la force. Il est remplacé par le général Bacquet à compter du 16 décembre 2014. Au moment de sa prise de commandement, ce dernier précise que « EUFOR sera centrée sur la population, dans la perspective du transfert de notre zone d'opérations à la mission onusienne MINUSCA en mars 2015, et de la préparation d'une nouvelle



Des soldats français en discussion avec la population locale. Crédits photo: EMA / ECPAD.



Les soldats européens contrôlent une voiture. Crédits photo : EMA / armée de Terre

(MINUSCA, Sangaris et EUFOR RCA) mettent sur pied des missions conjointes de patrouille et de surveillance comme c'est le cas le 21 octobre 2014 à Bangui et sont soumises à des attaques armées surtout autour de PK5.

Alors que les missions de la forces européennes se multiplient, le 21 octobre 2014, l'ONU adopte la résolution 2181 prévoyant la prolongation du mandat d'EUFOR RCA jusqu'au 15 mars 2015. Le 7 novembre 2014, l'UE prolonge l'opération. Le 12 mars 2015, les militaires français terminent leur mandat. Par leurs capacités et leur prédominance sur le terrain, ils ont largement contribué à la montée en puissance de l'opération européenne en Centrafrique.

initiative européenne de conseil aux futures Forces Armées Centrafricaines ».

Aux côtés des forces spéciales espagnoles, des Finlandais et des Italiens, les Français ont pour objectif de stabiliser la région de Bangui et créer un environnement sûr pour le déploiement des forces de l'Union africaine et l'organisation d'opérations de maintien de la paix par les Nations Unies. Ils assurent également un soutien médical alors que les évacuations sanitaires sont prises en charge par l'Allemagne. La cohabitation d'unités homogènes et de nationalités différentes est une occasion unique pour les forces européennes et surtout françaises de s'entraîner à des cas de figure bien particuliers.

Les Français aux côtés des Européens procèdent à des arrestations, contribuent directement à la baisse du niveau de violence dans la capitale et dialoguent avec la population locale pour se faire accepter. L'aéroport est aussi sécurisé. Les trois entités militaires présentes sur le terrain centrafricain



Le 25 juillet 2014, s'est déroulé le transfert d'autorité (TOA) du bataillon multinational. Le lieutenant-colonel Christophe Hesry succède ainsi au colonel Benoît de Prével après quatre mois de mission. Crédits photo: EMA / ECPAD.